Patriots for Europe

European Parliament

Silvia Sardone — Présidente du groupe Patriots for Europe (PFE), membre de la commission ENVI
Mariama Diebaté – Margot Oliva

Bruxelles, le 29 octobre 2026 · *Groupe Patriots for Europe (PfE) au Parlement européen*

Communiqué du PFE

À la veille de la proposition de la Commission sur la révision du règlement (UE) 2018/1999, le groupe PfE fixe sa ligne : des États souverains sur leur mix énergétique, la simplification plutôt que les sanctions, et une transition qui protège nos ménages et notre industrie.

57 % :	**23,3 % :**	**×2 à ×3 supérieur :**	**28,9 % :**
de l'énergie de l'Union est importée (70 % en Italie, 41 % en France)	de l'électricité de l'UE est d'origine nucléaire	le prix de l'électricité industrielle européenne face aux États-Unis	de la facture d'électricité des ménages part en taxes et prélèvements

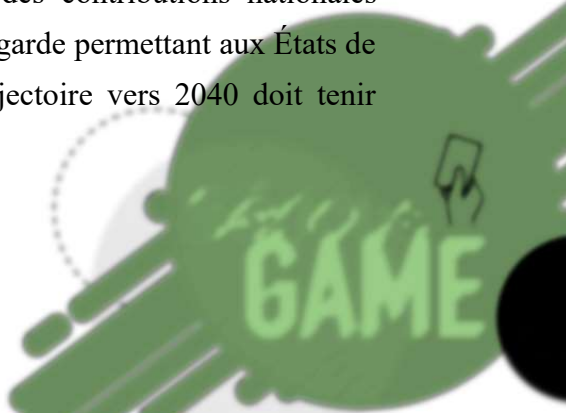
Sources : Eurostat (données 2024 et S2 2025), Cour des comptes européenne (document d'analyse 01/2025).

Une Europe des nations, pas une Europe des procédures.

Face aux crises énergétiques, à la flambée des prix et à la concurrence américaine et chinoise, l'Europe n'a pas besoin de plus de contraintes venues de Bruxelles, mais de plus de liberté pour agir. L'article 194 du TFUE garantit aux États membres le droit de choisir leurs sources d'énergie. La révision du règlement doit respecter ce principe et coordonner sans uniformiser.

Notre position

Des contributions nationales, pas des objectifs imposés. Le PfE refuse tout objectif européen contraignant assorti de sanctions. Nous défendons des contributions nationales librement fixées, des calendriers réalistes et des clauses de sauvegarde permettant aux États de réviser leurs engagements en cas de choc énergétique. La trajectoire vers 2040 doit tenir compte de ses coûts économiques et sociaux.



La Commission peut recommander, mais les États décident. Nous rejetons la validation des PNEC par la Commission, les plans correctifs obligatoires et les sanctions financières. Ces dispositifs produisent de la procédure plutôt que des investissements. Nous demandons un reporting numérique unique et simplifié, conforme à l'agenda de simplification que la Commission affiche elle-même.

Neutralité technologique et reconnaissance du nucléaire. Le PfE défend la neutralité technologique et la reconnaissance du nucléaire comme énergie bas-carbone, dans le respect du libre choix du mix de chaque État (article 194 TFUE). Le nucléaire doit être pleinement comptabilisé dans les PNEC. Nous ne sommes pas opposés aux renouvelables, mais aux objectifs qui ne comptent qu'elles.

Des interconnexions renforcées, une solidarité sans nouvel impôt. Nous soutenons un financement européen renforcé des interconnexions, vital pour la sécurité d'approvisionnement des pays enclavés. Nous acceptons une solidarité carbone à trois conditions : aucune conditionnalité politique, aucun nouvel impôt européen, et des aides ciblées sur les ménages vulnérables et les régions industrielles. Aucun État ne doit être légalement contraint de partager ses ressources énergétiques : la solidarité reste volontaire et décidée entre États. Les spécificités des régions ultrapériphériques (article 349 TFUE) doivent être pleinement prises en compte.

Des indicateurs informatifs et un marché carbone simplifié. Les indicateurs communs doivent rester purement informatifs. Ils ne doivent servir ni à évaluer les États, ni à les noter auprès des investisseurs. Nous appelons enfin à un système d'échange de quotas simplifié et moins pénalisant pour nos entreprises, afin de libérer l'investissement et de préserver notre compétitivité.

L'ensemble du groupe Patriots for Europe

